



dossier

Rencontre de Mehdi :
en route vers de nouveaux projets !

Edito	▶ 2
Actualité du réseau	▶ 3
Publications,	▶ 4
Dossier	▶ 5
Rencontre de Mehdi	
Réflexions	▶ 11
La plate-forme euro-marocaine Migration, développement, citoyenneté et démocratie	

Rédaction :

Raphaël Mège, Latif Mortajine,
Laure Simoutre, Abdallah Zniber
et les membres du réseau

Coordination et maquettage :

Raphaël Mège

Tous les numéros d'IDD infos sont en ligne
sur notre site : www.idd-reseau.org

Vous pouvez agir et soutenir l'action d'IDD

130 rue des Poissonniers
75018 Paris
Tél/fax : 01 55 79 09 34
contact@idd-reseau.org

Réalisé avec le soutien de :



La dignité humaine au cœur de l'engagement associatif

Si le rôle de l'immigration dans le développement au Nord est le résultat d'une politique bien pensée et d'une stratégie finement « ficelée », dictée par des impératifs économiques, son rôle dans le développement du Sud relève plus de l'improvisation et de la condescendance. Il fallait attendre le discours de Koffi Annan à l'ONU pour commencer à s'intéresser sérieusement à la question « migration-développement ». En commençant par considérer le migrant comme « agent de développement », aujourd'hui, une vraie prise de conscience s'opère pour admettre que les associations de migrants sont les vrais leviers du lien « migration & développement ». Au cœur même des politiques ayant érigé en principe la négation des droits aux citoyens (l'égalité des droits au Nord, et l'accès aux droits fondamentaux pour tous au Sud), les associations démocratiques issues des migrations ont su concevoir et bâtir des actions et des revendications qui constituent l'armature d'un pacte solidaire Sud/Sud/Nord.

La conviction que l'accès aux droits pour chaque individu, au Nord comme au Sud, détermine la cohésion sociale et le vivre ensemble, est un fondement très puissant de notre philosophie associative. Si nous mettons à la tête de nos valeurs la dignité humaine, telle qu'elle est définie dans la déclaration universelle des droits de l'homme, c'est parce que pour nous tout être humain mérite un respect inconditionnel, quels que soient l'âge, le sexe, la santé physique ou mentale, la religion, la condition sociale ou l'origine ethnique. Chacun a le droit au bien être et aux services publics de qualité.

N'incombe-t-il pas aux Etats de répondre aux besoins fondamentaux des citoyens ? Ne revient-il pas aux collectivités de promouvoir les territoires ? Est-il du ressort des associations de promouvoir les solidarités et de donner vie à la démocratie participative ? Est-ce bien aux migrants de développer leurs régions d'origine ?

C'est en répondant clairement à ces questions que nous pouvons bâtir de nouveaux partenariats en redonnant du sens à la solidarité, à l'action collective et à la démocratie. Du 17 au 25 septembre 2011, nous avons participé à plusieurs événements au Maroc afin d'apporter notre contribution à ces sujets.

De Saïdia à Mehdi, en passant par Taliouine, IDD a pu exposer sa vision du rôle de l'immigration dans le développement et la démocratie.

La première rencontre à Saïdia a été couronnée par trois grands moments, à savoir le partenariat de l'Agence de l'Oriental avec la FAF (membre de IDD) pour l'achèvement de la construction du centre d'accueil des nomades de la région de Figuig, la déclaration de Saïdia et l'officialisation de la Plateforme euro-marocaine Migration, développement, citoyenneté et démocratie. A Taliouine, nous étions confortés dans notre idée : les associations issues des migrations jouent un rôle déterminant dans le processus de développement et la promotion de la démocratie. A l'issue de cette rencontre, nous avons signé avec EMCEMO et Migration et Développement un ensemble de recommandations pour la rencontre du Global forum on migration & development qui aura lieu à Genève les 2 et 3 décembre 2011. Quant à la rencontre de Mehdi, nous y avons confirmé notre conception du travail en partenariat. Sur le plan de la gouvernance, en mettant IDD au même niveau que toutes les associations membres au Nord comme au Sud, nous avons initié une autre approche du « construire ensemble ». Lors de ces journées de travail, les associations villageoises ont montré que la solidarité ne s'arrête pas aux frontières de leurs communes, mais qu'elle s'inscrit également dans une approche responsable des enjeux mondiaux du développement et de la démocratie. IDD, pour sa part, accompagne les actions collectives qui ouvrent sur le monde dans une logique d'échange, de respect des spécificités locales et d'enrichissement mutuel. La rencontre de Mehdi a confirmé la volonté collective d'aller ensemble vers d'autres aventures en s'appuyant sur les valeurs qui nous unissent. Ainsi, il était question de renouveler notre charte dans un esprit de solidarité qui valorise les capacités des populations à définir et animer leurs modes de vivre ensemble et qui les encourage à prendre leur destin en main.

Deux grands rendez-vous nous attendent : la rencontre « jeunesse et solidarité internationale » à Nancy les 12 et 13 novembre, et la rencontre « associations/collectivités : quel partenariat » au mois de janvier 2012 au Maroc.

IDD est une belle aventure qui se vit au jour le jour.

Latif Mortajine

Rencontre Jeunes les 12 et 13 novembre

JadIDD, le réseau des jeunes d'IDD, organise une rencontre sur le thème « Jeunesse et solidarité internationale » les 12 et 13 novembre prochains à Nancy.

Une série de mots-clés ont été retenus pour définir le cadre de la rencontre :

- Jeunesse
- Solidarité internationale
- Développement solidaire et durable
- Démocratie
- Droits humains fondamentaux
- Liens Sud/Sud/nord
- Révolutions arabes

La matinée du samedi consacrera une plénière à différentes dynamiques dont la jeunesse est partie prenante, depuis les révolutions arabes jusqu'au volontariat, en passant par des réseaux associatifs liés aux migrations. L'après-midi sera scindée en quatre ateliers :

- Jeunesse et démocratie
- Jeunesse et renforcement des liens Sud/Sud/Nord
- Jeunesse et droits humains fondamentaux
- Jeunesse et développement solidaire et durable

Elle s'achèvera par une séance de restitution des différents groupes et par un pot de l'amitié.

La journée du dimanche sera récréative, avec un spectacle de rue du Festival des musiques du Monde (Vandœuvre) en matinée, et des visites durant l'après-midi.

Contact : projet@idd-reseau.org

Ca s'est passé cet été...

Festival de la femme rurale à Timoulay

L'association Timoulay Izder mène un certain nombre d'actions ciblées sur les femmes dans différents domaines : alphabétisation, scolarisation, santé, lutte contre la pauvreté, formation... Mais cet été, ce sont les femmes elles-mêmes qui ont été à l'initiative du 1er Festival des femmes rurales, sur le thème : « Pour une participation consciente et efficace des femmes au développement de l'oasis ». En organisant cette manifestation, les femmes membres de l'association se donnaient pour objectif de former et informer l'ensemble des femmes de Timoulay sur plusieurs thèmes (le cancer du sein, la création de coopératives...), et d'offrir une vitrine à leurs créations, en particulier dans le domaine de l'artisanat (couture, borderie...). Cette expérience-pilote, entièrement prise en charge par les femmes elles-mêmes, a été une réussite à réitérer.

La « colo » de Tamount et Oued Mait

Lors de la rencontre internationale organisée à Agadir en janvier dernier, les associations Oued Mait et Tamount, toutes deux membres du Pôle Sud créé dans le cadre du « Projet fédérateur », ont eu l'idée d'élaborer un projet commun : une colonie de vacances au profit des enfants des deux communes rurales. Faisant appel à une association spécialisée dans ce type de projet, les deux partenaires



ont pu envoyer en bord de mer 50 enfants (25 de chaque commune), encadrés par des animatrices et animateurs envoyés par les deux associations. L'expérience a été une réussite, en particulier pour les enfants dont certains n'avaient jamais vu la mer, et qui n'attendent qu'une chose : de pouvoir repartir l'année prochaine ! Mais le bilan est également positif pour les associations elles-mêmes : si Tamount en était à son deuxième projet monté dans le cadre du Pôle Sud, c'était en revanche une première pour Oued Mait. Les difficultés ayant pu être rencontrées vont servir à améliorer les conditions d'accueil et d'encadrement pour une prochaine édition. Une vidéo a été réalisée à partir des témoignages des enfants sur cet événement marquant.

Site : www.tamount.info/index.php

Journée internationale des droits des migrants

Le 18 décembre prochain, nous fêterons le 20e anniversaire de la Convention internationale des droits des migrants et de leurs familles, un texte onusien que les Etats européens n'ont toujours pas signé à ce jour... A cette occasion, les organisations de la société civile française vont proposer une journée de mobilisation, avec débats, stands et actions.

Marché du monde à Nancy

Le Conseil général de Meurthe-et-Moselle accueillera les 19 et 20 novembre prochains le marché du monde solidaire, organisé dans le cadre de la Semaine de la solidarité internationale.

Infos : <http://www.lorraineaucoeur.com/modules/compte/event.php?eventid=5202>

Soirée de restitution de l'association Crépuscule

L'association Crépuscule, membre du Réseau IDD a organisé le vendredi 14 octobre une soirée de restitution du projet « Découvrir, échanger, et rencontrer - Entre ici et là-bas - Rencontre de jeunes des associations de France et du Maroc », qui cherchait à améliorer l'interconnaissance des jeunes de part et d'autre de la Méditerranée, et à lutter contre les préjugés et les discriminations qui existent entre les jeunes de France et du Maroc. JadIDD, le réseau des jeunes d'IDD, s'est associé à cette soirée.

Un festival de bonnes pratiques !

Bonnes pratiques du développement



L'un des enjeux du Projet fédérateur consistait à dégager un certain nombre de bonnes pratiques à partir des projets développés localement par les associations villageoises. Hicham Houdaifa, journaliste indépendant, a accompagné le réseau lors de la rencontre d'Agadir en janvier dernier. Des visites de

terrain, du séminaire qui a suivi et d'un certain nombre d'entretiens réalisés à cette occasion, il a tiré un document bientôt disponible, intitulé « Un projet, des bonnes pratiques à valoriser » dans lequel il pointe plusieurs éléments qu'il juge « nécessaires à toutes les dynamiques de développement en milieu rural ».

Il y souligne l'importance de la dynamique de réseautage pour le développement du Maroc sur certaines questions (démocratie, égalité hommes-femmes, place de la culture, éducation...), et constate qu'en milieu rural, les agents de développement portent les valeurs du réseau davantage que dans les grandes villes du pays.

Prochainement disponible auprès d'IDD - www.id-reseau.org

Capitalisation européenne



L'Initiative conjointe pour la migration et le développement (ICMD) portée par le PNUD et l'Union européenne a cherché, depuis sa création, à combler le fossé qui existe entre les praticiens et les décideurs en matière de migration et de développement, publie un « Manuel pour les praticiens et les décideurs poli-

tiques » intitulé Migration et développement : une approche issue de la base. Ce manuel tire ses informations de l'expérience de ceux qui ont mis en œuvre des projets financés par le programme, et vise à son tour à soutenir les organisations de la société civile, les autorités locales et d'autres acteurs à petite échelle qui chercheront dans le futur à développer leur propre initiative de migration et de développement. Le manuel soutient en outre les décideurs souhaitant tirer les leçons de l'expérience des acteurs qui ont eu une approche issue de la base. Pour répondre aux besoins des acteurs à petite échelle, l'ICMD a par ailleurs conçu un cours en ligne, Réussir votre projet de M&D, disponible sur le site www.migration4development.org/fr.

Actes des 3^{èmes} rencontres jeunesse à l'international

Initiées en 2008 par le pôle jeunesse de Cités-unies France, les Rencontres nationales de la jeunesse à l'International ont pour objectif de favoriser les échanges d'expériences entre collectivités territoriales françaises menant ou désireuses de mener une politique d'implication des jeunes à l'international. L'édition 2011, axée sur le volontariat à l'international, proposait de partager les bonnes pratiques et de réfléchir à la manière d'appréhender cet outil dans le cadre de l'action internationale et/ou de la politique jeunesse des collectivités territoriales.

Téléchargement des actes :
http://www.cites-unies-france.org/IMG/pdf/Actes_Jeunesse_Dijon_2011.pdf



Hay Mohammadi Mémoire et dignité

Il était un coin de Casablanca connu dans tout le Maroc et au-delà... Hay Mohammadi, quartier populaire, éternellement résistant, qui a vu naître des figures renommées mondialement, comme le célèbre groupe Nass El Ghiwane, est l'objet d'un travail particulièrement émouvant, porté par quelques militants et entièrement réalisé dans le quartier lui-même.

Le projet s'appuie sur les paroles d'habitantes et d'habitants d'Hay Mohammadi, beaucoup d'anciens mais de plus jeunes également, qui se souviennent de la naissance du quartier, de ses déménagements et agrandissements successifs (jusqu'à devenir un arrondissement), de la forte résistance au colonialisme et, plus tard, à l'Etat marocain et, plus que tout, de l'esprit des lieux, empreint d'une solidarité et d'une générosité qui se sont forgées face à l'adversité... Le tout, joliment illustré de portraits, photos anciennes, reproductions d'affiches et de journaux, a été entièrement réalisé à Hay Mohammadi. Un bel hommage à un lieu, une ambiance, un univers uniques.

Contact : memoire.dignite@gmail.com

dossier



Rencontre de Mehdia : en route vers de nouveaux projets !

Il y a deux ans, IDD lançait en partenariat avec les associations marocaines IFAD et Touya, le projet « Associations migrantes, associations villageoises : une mise en réseau pour un développement solidaire au Maroc », appelé plus simplement Projet fédérateur en raison de l'un de ses principaux objectifs : contribuer à raffermir la mise en réseau entre les associations membres d'IDD, en particulier au Maroc.

Innovant à plus d'un titre, ce projet a suscité des dynamiques d'échanges et d'actions très importantes, et un réel enthousiasme de la part des acteurs qui y ont participé. En fin de parcours, un bilan le plus honnête possible a été dressé avec tous les membres d'IDD, en France comme au Maroc. Au-delà des avancées et des fragilités observées avec acuité par les uns et les autres, se dessinait l'envie de ne pas s'arrêter en si bon chemin : quelque chose de fort a débuté en octobre 2009, qui donne l'énergie et la volonté d'aller plus loin.

C'est ce souhait partagé par tous qui a motivé et animé la **rencontre franco-marocaine organisée à Mehdia, au Maroc, du 23 au 25 septembre derniers**. Cette rencontre s'inscrivait dans un nouveau projet mené pendant six mois, jusqu'en février 2012, par le consortium

IDD/IFAD/Touya pour l'action féminine, et conçu comme un prolongement du Projet fédérateur.

Cette rencontre a permis de dresser un bilan du Projet fédérateur I, d'informer sur les activités des six prochains mois et enfin de définir ensemble les grandes lignes du Projet fédérateur II. Le tout animé par la volonté de faire participer l'ensemble des acteurs du réseau IDD, français comme marocains, au processus de réflexion.

Au cours de quatre demi-journées de discussions intenses et de réflexions approfondies, les membres du réseau ont ainsi débattu, en plénière et en petits groupes, des enseignements à tirer de l'expérience passée, pour mieux nourrir le projet actuel et se projeter dans un nouveau projet fédérateur.

Hier

Quand, en octobre 2009, IDD, l'IFAD et l'association féminine Touya lancent le « projet fédérateur », les trois associations sont décidées à donner un coup d'accélérateur au développement des communes rurales, en mobilisant les associations villageoises membres du réseau IDD au Maroc. En ciblant les animateurs de ces structures, leur idée est de former des personnes compétentes afin de contribuer à la professionnalisation des associations sur différents plans : administratif et comptable bien sûr, mais également en coordination et gestion de projets. La mise en réseau des associations fait partie des défis à relever pour permettre des échanges d'expériences, des regards croisés sur des situations parfois similaires, voire l'éclosion de projets communs.

La mise en œuvre du projet révèle un certain nombre de surprises. Si les associations partenaires savaient qu'elles se lançaient, d'une certaine manière, sur des chemins expérimentaux – ou en tout cas pas encore empruntés au Maroc –, elles découvrent, en animant ce projet qui conjugue différents volets d'activités, qu'elles sont en train d'innover en profondeur et de créer une dynamique qui va bouleverser pas mal de choses. Parité hommes/femmes, pôles géographiques au sein desquels les associations se retrouvent par grandes régions, dynamique de rencontres tous azimuts, accent mis sur la communication... L'intuition qui a présidé à la conception du projet révèle rapidement sa pertinence aux bénéficiaires du projet, aux encadrants, aux observateurs dans et hors IDD. Le PNUD, qui co-finance le projet avec l'Union européenne dans le cadre de l'Initiative conjointe Migration et développement, suit attentivement sa progression tout en le saluant et l'encourageant.

Entre octobre 2009 et mars 2011, le projet fédérateur mobilise des énergies de plus en plus convaincues de participer à une petite révolution sociale et culturelle. Bien sûr, se dessinent également au fur et à mesure des blocages, des tiraillements, des faiblesses ou des manques. Ceux-ci, pour la plupart identifiés au cours du programme, ne peu-



Paroles

Khadija Abou Otmane

Association Femmes de Dadès (Khmiss Dadès)

Le premier projet nous a beaucoup aidés dans notre vie associative, qui marche bien aujourd'hui. Notre association travaille mieux. Pour le prochain projet, je souhaite qu'il y ait du temps pour des questions très importantes comme le plaidoyer, le montage de projet, la communication, comment monter un projet. Ca a déjà été abordé, mais il faut aller plus loin.

vent pas tous être corrigés, mais les associations en prennent bonne note. Les 18 mois que dure l'action sont avant tout une façon d'inventer en direct, avec ce que cela suppose de tâtonnements et d'erreurs d'aiguillage. Il n'empêche, quelque chose d'important est apparu dans le paysage de la question « migration et développement », qui va bien au-delà du projet en lui-même, et dont la force va obliger ses créateurs à lui donner une suite... mais, avant cela, à démonter toute la machine afin d'évaluer le plus précisément possible les directions à prendre pour continuer à creuser le sillon en évitant de rechuter sur certains écueils.

Aujourd'hui

IDD et ses partenaires, l'IFAD et Touya pour l'action féminine, viennent de lancer un projet « de transition » qui durera six mois, toujours grâce au soutien de l'Initiative Conjointe Migration et Développement portée par le PNUD et l'Union européenne. Cinq activités principales seront organisées durant cette période. La rencontre de Mehdiya était la première d'entre elles, et ses objectifs ont été atteints. Elle sera suivie d'un autre événement particulièrement important pour l'ensemble du réseau : une rencontre « Jeunesse et solidarité internationale » (lire page 3) qui se tiendra à Nancy le week-end des 12 et 13 novembre prochains, et qui réunira des jeunes de France (JadIDD) et du Maroc.

La troisième activité consistera en une nouvelle formation-action qui se déroulera en deux temps : une première session du 16 au 20 Novembre, suivie d'une mise en pratique sur le terrain, dans les associations des stagiaires, pendant six semaines environ, et une seconde session du 9 au 12 janvier 2012, qui se poursuivra là encore par une période de mise en pratique jusqu'au 20 février 2012. Les thèmes pressentis pour cette formation-action sont les outils de gestion administrative et financière, l'introduction au cadre logique, et le partenariat, avec les communes notamment. Ceux-ci, tout comme le lieu de la formation seront précisés par l'IFAD,



en concertation avec les associations et le consortium.

Un dernier événement viendra clore ce projet d'un semestre. Il s'agit d'un atelier sur le partenariat entre associations et collectivités locales, les 13 et 14 janvier 2012, qui permettra d'échanger sur la question du rôle de chaque acteur (association et commune), et de déboucher sur quelques propositions concrètes de partenariat.

Le cinquième volet d'activités porte sur le développement et la diffusion d'un certain nombre d'outils : le guide sur « les bonnes pratiques de développement » (lire page 4), deux numéros du bulletin IDD infos (dont celui-ci), et l'actualisation des sites Internet des partenaires et blogs des associations et du projet de manière à assurer le mieux possible la promotion des différentes activités.

Une sixième activité est actuellement à l'étude : il s'agirait d'une « rencontre jeunes » au Maroc, pour laquelle des financements complémentaires vont devoir être recherchés.

Six mois pour agir et se projeter

Il va sans dire que ces six prochains mois seront précieux pour préparer au mieux la suite des événements et ce fameux Projet fédérateur II. L'expérience passée sera utile pour bien penser cette nouvelle aventure. Une fois terminé, le premier projet fédérateur a en effet été analysé en profondeur par tous les acteurs concernés. Il a même fait l'objet d'un numéro spécial d'IDD infos au printemps dernier, aussi n'est-il pas question d'y revenir dans le détail. Reprenons simplement, et de manière très raccourcie, quelques éléments déterminants, dans leur ancrage ou dans les traces qu'ils ont laissées, pour le prochain projet.

Pour la plupart, les résultats ont bénéficié au côté marocain du réseau. Le plus important concerne probablement les stagiaires de la formation-action, que cette dernière a réellement lancés dans une voie professionnelle tout autant qu'épanouit au plan personnel. A travers eux (et elles), la formation-action a eu un impact important sur les associations villageoises qui avaient envoyé ces jeunes se former : elle a donc aussi contribué au renforcement des capacités des structures, qui se sont davantage ouvertes à leur environnement local, où elles sont désormais plus reconnues. En parallèle, le projet a invité ces associations à

se regrouper en pôles régionaux – les pôles Sud, Est et Centre –, ce qui leur a permis de tisser des relations de proximité appelées à durer, et va les renforcer dans leurs possibilités d'actions communes.

Au-delà des acquis de terrain, le projet fédérateur a favorisé l'appropriation, par un large panel de ses acteurs et de manière concrète, du lien entre « migration et développement ». Ce résultat peut s'apprécier au Maroc comme en France. Il s'accompagne d'une reconnaissance accrue des associations de migrants en tant qu'acteurs agissants, réfléchis et efficaces du développement – et, chose nouvelle, cette reconnaissance a gagné des sphères comme les institutions internationales et les Etats. Le projet a été identifié comme important au-delà du cercle restreint de ses acteurs et bénéficiaires, pour son thème, son approche, sa démarche et sa dynamique d'action et de mobilisation.

Il n'en reste pas moins que cette dynamique collective a soulevé des questions à la mesure des problématiques abordées. Car le projet était ambitieux, oui, et n'affichait sans doute pas tous les moyens nécessaires pour satisfaire ces ambitions. Plusieurs difficultés ont ainsi émergé autour de la formation des animatrices et animateurs d'associations villageoises : un accompagnement insuffisant lors des retours sur le terrain et, ce qui se ressent aujourd'hui de manière aiguë, le fait qu'aucun diplôme reconnu ne vienne valider cette année de formation – ce qui est dommageable dans les recherches d'emploi ultérieures. La formation des stagiaires a en outre généré des questions autour de la professionnalisation des associations (et du décalage ainsi créé entre des personnes formées et des administrateurs et bénévoles non formés), de la déclaration des salariés (et de ce que cela suppose comme coût pour des structures souvent fragiles), ou encore du départ des salariés tout juste formés (privant ainsi les associations d'une partie des re-

Paroles

El Hassane Akdim

Association Tiwixi pour la culture et l'action humanitaire (Fam El Hisn - Région de Tata)

Dans le prochain projet, il sera nécessaire d'être plus attentif à l'accompagnement et au suivi des stagiaires. J'insiste également sur l'idée de formation décentralisée, généralisée à tous les membres des associations, pour que, quand une personne quitte la région, une autre puisse la remplacer.

On pourrait aussi, à côté des pôles régionaux, créer des pôles thématiques – sur la jeunesse et la citoyenneté par exemple, pour impliquer les jeunes dans les actions locales. Il y a enfin la question de la femme : il faut travailler sur l'éducation sanitaire, sur l'alphabétisation, car certaines femmes parlent seulement l'amazigh et rencontrent des difficultés pour accéder aux institutions où l'on parle l'arabe.

tombées de la formation-action)... Mais ces points délicats sont une bonne porte d'entrée pour aborder des questions cruciales : pour qui forme-t-on ces stagiaires ? Pour eux-mêmes, pour les associations, ou pour les deux ? Dès lors, faut-il forcer les stagiaires nouvellement formés à se stabiliser dans leur association, ou concevoir comme normal qu'une personne formée parte vivre d'autres aventures ailleurs ? Ou encore, comment faire profiter les associations dans leur ensemble, en tant que structures, d'une telle dynamique de formation ?

Deux autres points faibles ont été mentionnés : d'une part le décalage entre les associations ayant pu bénéficier du projet et les autres, d'autre part le fait que les associations en France n'aient bénéficié du projet qu'à l'arrière-plan, alors que les associations de migrants font état d'attentes importantes en matière de formation. Et aujourd'hui, c'est un risque nouveau qui apparaît, alors que le projet est connu et, à juste titre, salué : les possibles tentatives de récupération ou d'instrumentalisation par les pouvoirs publics.

En somme, cette carte des réussites et des écueils livre un



certain nombre de leçons dans l'optique d'un nouveau projet, qui ne souffrira pas les erreurs que l'on peut accepter d'un premier projet « expérimental ».

En premier chef, il est devenu clair pour tous que le deuxième projet fédérateur devait être construit en concertation avec l'ensemble des associations parties prenantes, et que ces dernières devaient également être associées à sa gouvernance. C'est aujourd'hui possible, d'autant que l'idée de réseau a continué à se concrétiser et que chacun connaît mieux les autres – et se connaît mieux soi-même ! La rencontre organisée durant deux jours à Mehdiya fin septembre témoigne de la prise en compte de cet impératif. Associer les associations villageoises et les associations de migrants passe aussi par une forme de « décentralisation » du projet fédérateur, notamment au Maroc, en termes à la fois géographiques (rencontres nationales organisées dans les villages) et de planification des activités (à mener avec les stagiaires eux-mêmes). « Il faut qu'on soit percutant sur la question de la participation, de la démocratie participative », expliquait Latif Mortajine, membre de l'association lorraine Khamsa

et président d'IDD. Cette méthodologie plus collaborative servirait la structuration des associations villageoises et les aiderait à s'émanciper davantage de la coordination générale franco-marocaine et de la coordination nationale au Maroc.

Mais cela met aussi l'accent sur une piste intéressante qui consisterait à travailler sur la formation de formateurs, afin que les effets de la formation-action se démultiplient sur le terrain, dans les communes rurales : ainsi l'avenir des associations ne reposerait pas seulement sur les animateurs-stagiaires, mais serait d'emblée partagé par un plus grand nombre. L'un des enjeux est en effet que les associations se prennent en main, afin qu'elles sachent d'abord compter sur leurs propres forces pour avancer, qu'elles aillent plus facilement vers les autres associations du réseau afin d'échanger avec elles et de mener des actions communes et qu'elles soient mieux armées pour aller à la rencontre des autorités – autant pour mener du plaidoyer dans leur direction, que pour nouer des partenariats dans un esprit d'indépendance, chaque acteur tenant sa place. « Il ne faut pas s'adresser tout le temps à IDD. C'est la responsabilité des associations elles-mêmes de faire en sorte qu'il y ait du lien, de l'échange, des projets », soulignait à ce propos Samira, qui a suivi la formation au titre de l'association Oued Mait.

Promouvoir de nouvelles formes d'actions et de partenariat, c'est aussi mieux structurer les relations entre les volets français et marocain du projet, car ce sont toujours des relations bilatérales de partenariat qui prédominent à ce jour, c'est également faire des valeurs portées par IDD et ses partenaires le fil conducteur de l'action du réseau, c'est enfin consolider l'implication des femmes et des jeunes. En somme, résumait Abdelmajid Rabah, du Réseau des jeunes de Figuig pour le développement (RJFD), « il faut aller vers le changement ».

Paroles

Fatima Oufkir

Animatrice de l'espace culturel de l'association Amal Dadès (Khmiss Dadès)

Je souhaite qu'on fasse plus d'efforts pour accompagner les stagiaires qui ont participé à la formation, afin qu'ils puissent à leur tour former d'autres personnes dans leur région. Il faudrait travailler sur la mobilisation des associations, pour les aider à affirmer leurs droits dans tous les domaines : la santé, l'éducation, etc., car les régions rurales souffrent beaucoup de ces problèmes.

Il est aussi nécessaire de sensibiliser les habitants sur le travail associatif, pour qu'ils comprennent le travail des associations et ce que cela leur apporte de positif. Si tous les habitants s'engageaient avec les associations villageoises, on pourrait faire beaucoup de choses !

Demain

« *Comment construire cet avenir ?* » interrogeait Abdallah Zni-ber, coordinateur d'IDD, avant de lancer les travaux en ateliers destinés à travailler ensemble sur la question des priorités, à partir de la réalité des territoires, et à faire ressortir quelques idées-forces. C'est ainsi que chacun des six petits groupes, constitués d'une dizaine de participants, s'est réuni durant une journée entière afin de réfléchir aux objectifs du prochain projet fédérateur et d'en dégager à gros traits les différents volets d'activités.

Pour introduire sa synthèse des différents ateliers, Latif Mortajine rappelle la démarche qui anime l'ensemble des acteurs engagés dans le processus. « *Le Maroc est sur la voie de la démocratie, mais quelle route reste à parcourir, et à quelle vitesse ? Nous avons choisi d'être derrière, pas dedans, pour pousser. Il ne faut pas perdre cette façon de fonctionner, localement et globalement. Nous sommes un mouvement pour transformer la société. Il faut, poursuit-il, se fonder sur une « valeur principale : la dignité de l'être humain, au cœur de notre travail associatif et de la solidarité ».* Il sera pour cela nécessaire d'« *actualiser la charte d'IDD en reprenant ces deux concepts : dignité et démocratie. Ça doit donner du sens et de l'ampleur à l'action* ». Car, conclut-il, « *la richesse ce n'est pas l'argent, elle est ailleurs* ».

Trois axes d'engagement ont émergé des travaux en atelier, dans lesquels l'ensemble des acteurs du réseau se reconnaît et qui peuvent être l'ossature du projet fédérateur II :

- Le renforcement des capacités des associations, en impliquant la population
- Développement et démocratie, au Nord comme au Sud
- Jeunesse et solidarité internationale

Ces axes, aussi limpides qu'ils puissent paraître, n'ont pas été faciles à dégager tant il est difficile, parfois, de distinguer ce qui est un outil ou qui relève d'un objectif.

L'objectif général de ce futur projet serait de « *renforcer le lien entre associations de migrants et associations villageoises pour le développement et la démocratie ici et là-bas* ». Dans ce cadre, il a été souligné que la mise en réseau était bien un moyen et non une fin en soi. El Hassane Akdim (association Tiwizi, Fam El Hisn) a en effet rappelé qu'« *il faut un réseau associatif efficace (...) pour avoir des associations efficaces localement. (...) Si on va dans ce sens, on aura une force associative pour parvenir à un plaidoyer utile* », estime-t-il, rejoint par Mohamed Ammari, pour qui « *c'est la population qui est l'objectif, et le réseau un outil* ».

Mais ce dernier a aussi insisté sur le fait qu'il ne faut pas oublier « *la mise en réseau locale, pour créer des espaces de dialogue entre acteurs au niveau des communes, des départements, des régions* ».

Nous y sommes : ce nouveau projet fédérateur devra en effet savoir concilier des enjeux très locaux et des enjeux de dimension plus globale. A ce stade, les activités ne sont



pas encore précisées, mais quelques grandes lignes ont été proposées. Sur l'axe de « renforcement des capacités des associations », les propositions sont ainsi de reconduire la formation-action avec un accompagnement plus étoffé, de créer différents niveaux de coordination (international, nationaux, régionaux) avec des salariés déclarés et impliqués

dans toutes les associations, d'impliquer la population locale de manière à renforcer le réseau et favoriser l'ancrage des associations et, pour cela, de travailler à partir des besoins en matière d'éducation, de santé, d'activités génératrices de revenus. Ce tout dernier point a été

cité par Brahim Assafar, de l'association Attacharouk, comme un élément-clé car, selon lui, « *des projets générateurs de revenus [peuvent] financer en partie les projets des associations* », à l'image de l'association Tamount (à Kasbat Aït Herbil) qui a pris en charge la gestion de l'eau de la commune et consacre les revenus de cette activité aux activités de la structure.

Faire vivre les valeurs au sein des structures

Cela met en relief l'importance de l'axe « développement et démocratie », affirmé par tous comme essentiel. « *Il ne peut y avoir de démocratie sans développement, ni de développement sans démocratie* », a d'emblée rappelé un participant mais, poursuit Abderrahim M'Barek (association Medrar pour le développement, Figuig), « *la démocratie, c'est une pratique, pas un discours. Elle ne peut se faire qu'à partir de la base* ». C'est-à-dire, complète El Hassane Akdim (Tiwizi), que « *les choses viennent de la population, [et vont] vers le "haut"* ». Abdelmajid Rabah, du RJFD, formule alors une exigence fondamentale, celle de « *faire régner ces valeurs au sein de nos structures : liberté d'expression des animateurs, déclaration de ceux-ci, démocratie dans les associations* ».

Mais Paguy Shako n'oublie pas qu'en matière de démocratie et développement, « *il faut insister sur la prise de parole des femmes, qu'elles soient plus présentes, et pas seulement sur un plan*

Ce nouveau projet devra savoir concilier des enjeux très locaux et des enjeux de dimension plus globale

consultatif mais aussi décisionnaire ». Cela paraît évident, mais ne doit pas rester théorique. De ce point de vue, il n'est jamais inutile de rappeler que les femmes ont été un maillon essentiel du premier projet fédérateur.

Une autre exigence est de réserver une place centrale à la jeunesse, qui constituait déjà le point focal de la démarche du premier projet fédérateur. La cause est entendue par tout le monde, et l'un des six groupes de travail de la rencontre était d'ailleurs desiné à ces jeunes qui représentent la force vive des associations et l'avenir du mouvement. Par rapport à leur rôle dans les associations, il est admis que les former ne doit pas empêcher que leur apprentissage se prolonge ailleurs. Même s'ils partent et sont utiles pour d'autres structures en tant qu'agents de développement, cela bénéficiera à une dynamique de développement plus globale au Maroc.

Aujourd'hui, la donne au Maroc est en train de changer. Les autorités ont compris l'intérêt qu'elles avaient à développer les relations de proximité avec les associations. De leur côté, les associations ont jusqu'ici joué la carte de la prudence face aux risques d'instrumentalisation, voire de récupération. Acteurs agissants et reconnus, elles sont en position de force. Sans exclure désormais de travailler de concert avec les pouvoirs publics, dans un objectif partagé de développement social, le secteur associatif ne doit pas s'abstenir de jouer un rôle d'aiguillon dans le débat public. Youssef Laaraj, directeur de l'IFAD, a abordé la question dans son intervention de conclusion, en évoquant les élections locales prévues début 2012. Cette échéance doit permettre, dans une stratégie plus globale de plaidoyer qui inclut les plus hautes instances (ministres, etc.), de « *prendre en compte de nouveaux partenaires en face de nous* », dont les élus locaux, et de les « *pousser à prendre en considération les attentes concernant les jeunes, les femmes ou le développement local* ». Jusqu'ici, quelques timides démarches de plaidoyer ont été amorcées, mais sans être menées à terme. Najat Allach (association Touya pour l'action féminine, Al Hoceima), explique ainsi avoir « *pris quelques contacts avec des agences à Rabat,*



Paroles

Abdelmajid Rabab

Coordinateur général du Réseau des jeunes de Figuig pour le développement

Je crois qu'il faut appuyer toutes les associations partenaires du projet et du réseau sur leurs plans stratégiques, sur le renforcement de leurs membres, pour que tous adhèrent à cette dynamique. Même quand l'animateur a été formé, si le bureau n'y adhère pas, le fonctionnement ou le résultat n'est pas toujours satisfaisant.

Dans nos actions, nous travaillons déjà avec la population, nous portons des valeurs comme la démocratie et le partage, nous travaillons sur la diffusion de l'information. Nous avons quelques acquis. A travers le partage avec les autres associations, nous avons appris pas mal de choses et nous avons partagé notre expérience modeste. Ce qui reste à faire, c'est travailler sur la qualité.

qui n'ont pas été élargis au niveau national », tout comme l'Agence de développement social (ADS), avec laquelle l'association Tamount avait entamé des discussions qui n'ont pas eu de traduction concrète sur le terrain. Une stratégie globale et cohérente en matière de plaidoyer est bel et bien nécessaire, mais elle doit s'accompagner de formations en ce sens, qui plus est dans une période où les pouvoirs publics s'ouvrent à ce type d'initiative.

Parallèlement à cette approche globale, Latif Mortajine note que « *pour porter les revendications des populations, être au plus près des besoins, (...) il faut travailler de façon individualisée, association par association* », en partant « de la réalité de chacune », en particulier sur la question des animateurs et de leur statut au sein des associations. Il remarque également qu'il faut « *accentuer la coopération et le partenariat entre les associations, dans tous les sens, Sud-Sud comme Sud-Nord* ».

Pour finir, Rahim Faiq (ESAF, Lorraine) convoque Martin Luther King, qui « *a rêvé, et son projet s'est au moins en partie réalisé* », pour mieux rappeler que « *nous devons aussi rêver. Mais pour donner une dynamique à ce rêve, il faut dégager des dates et des périodes telles que des rencontres locales* » dans les communes rurales. « *Tout projet est un rêve* », acquiesce Latif Mortajine. « *Sans rêve, on ne peut rien faire. Il faut simplement être pragmatiques dans nos rêves.* »

Raphaël Mège

La plate-forme euro-marocaine

Migration, développement, citoyenneté et démocratie

La Plate-forme euro-marocaine Migration, développement, citoyenneté et démocratie est composée de 75 associations issues de l'immigration marocaine couvrant plusieurs pays européens, et de leurs partenaires du Maroc, qui agissent sur tout le territoire marocain. Cette plate-forme a pour objectif de créer une synergie entre les ONG actives dans le domaine du développement solidaire, afin de doter leurs actions d'une masse critique permettant de pérenniser leurs dynamiques.

Elle formule un certain nombre de recommandations, parmi lesquelles :

- L'élaboration d'une approche globale intégrant migration-développement dans les politiques globales de développement des Etats, des institutions, des régions, et des agences de coopérations.
- Le respect des droits fondamentaux et de la dignité de tous les mi-

grants et le renforcement du cadre juridique relatif à ceux-ci, afin de tirer le meilleur parti possible des avantages que présentent les migrations internationales.

- Une gestion concertée des politiques publiques en matière de migration-développement entre tous les acteurs, notamment les ONG de migrants marocains.

- Le renforcement des synergies entre les acteurs dans le cadre de partenariats de coopération et de projets de migration-développement.

- La mise en place dans les pays d'origine de structures nationales et régionales d'identification des besoins, de coordination, d'échange de bonnes pratiques et de plaidoyer.

- Le soutien aux réseaux et à la mise en réseau des associations des migrants, et la promotion des partenariats et des projets, en renforçant leur capacité d'action.

Introduction

Quelque soit notre territoire de résidence, nous vivons une période où des défis majeurs sont à relever sur les plans économique, social, écologique, culturel et politique.

Que nous soyons acteurs de la société civile au Nord ou au Sud, par indignation, nous nous sommes tous engagés à faire face aux bouleversements actuels qui nécessitent des solutions différentes et des réponses urgentes et innovantes. D'où la nécessité d'une réflexion collective. Mais il ne suffit pas débattre des solutions, il faut aussi proposer les stratégies nécessaires à leur mise en pratique, sinon, la plateforme ne serait qu'une forme de plus de discussion formelle. Le contexte nous invite à construire d'autres formes de mutualisation et de nouvelles coopérations pour amplifier ce qui existe déjà et mérite de l'être, pour inventer et mettre en œuvre des actions répondant aux attentes des populations dans leurs territoires de vie.

Objectifs

L'objectif de la plate-forme euro-marocaine « Migration, Développement, citoyenneté et Démocratie » est de créer une synergie entre les ONG actives dans le domaine du développement solidaire, afin de doter leurs actions d'une masse critique suffisante, permettant ainsi de pérenniser leurs dynamiques. Les synergies qui seront favorisées par la mise en place de la plate-forme doivent permettre d'apporter une valeur ajoutée par rapport aux actions entamées par chacune des ONG partenaires, et de réaliser des objectifs en termes de lobbying aux niveaux international, européen, euro-méditerranéen et marocain. La plate-forme vise à :

- Favoriser la convergence des actions
- Proposer une stratégie de plaidoyer collectif
- Renforcer et élargir les partenariats Nord/Sud

La plate forme s'inscrit dans les approches suivantes :

- L'accès aux droits fondamentaux pour tous
- Le renforcement des capacités et la gouvernance démocratique
- La cohérence des actions

Les objectifs stratégiques de la plateforme sont notamment de :

- Contribuer au renforcement du rôle de la société civile marocaine
- Contribuer à la mise en oeuvre du processus démocratique et de l'état de droit
- Promouvoir le rôle des migrants en tant qu'acteurs de développement transnational
- D'améliorer le bien-être et les conditions de citoyenneté des couches sociales défavorisées

- Contribuer à la lutte contre le racisme dont sont victimes les migrants subsahariens au Maroc, et favoriser leur intégration économique et sociale.
- Favoriser l'intégration des citoyens marocains dans le processus économique, social et démocratique du pays.

Méthodes de travail

La méthode adoptée pour la construction de la plate-forme se veut souple, flexible et graduelle. Il ne s'agira pas, pour la plate-forme, de se substituer aux missions et aux projets des organisations partenaires, mais de contribuer à faciliter une convergence des agendas et la consolidation des synergies déjà initiées au niveau des projets sur le terrain.

Charte fondatrice de la plate-forme euro-marocaine

Attendu que La plateforme Euro-Marocaine « Migration, Développement, citoyenneté et Démocratie » souscrive aux principes contenus dans la Déclaration universelle des droits de l'Homme.

Attendu que les communautés de migrants installées à l'étranger contribuent de manière très significative au développement du Maroc par leurs transferts d'épargne, de compétences et de savoir faire.

Attendu que les ONG marocaines, les ONG européennes et les associations de migrants marocains en Europe développent des relations de partenariat triangulaire en vue de contribuer au développement.

Attendu que les associations de développement de la société civile marocaine et les associations de migrants constituent une expression légitime des besoins de développement des populations locales.

La plateforme Euro-Marocaine « Migration, Développement, citoyenneté et Démocratie » s'engage à contribuer au développement démocratique, social, économique, culturel et scientifique du Maroc à travers toute forme de coopération associative.

La plateforme Euro-Marocaine « Migration, Développement, citoyenneté et Démocratie » s'engage solidairement à soutenir les efforts des associations de la société civile marocaine qui visent à édifier un Maroc démocratique, prospère, libre et respectueux de l'état de droit.

La plateforme Euro-Marocaine « Migration, Développement, citoyenneté et Démocratie » reconnaît que la

coopération Euro-marocaine s'inscrit pleinement dans le rapprochement et le dialogue Euro-méditerranéen.

La plateforme Euro-Marocaine « Migration, Développement, citoyenneté et Démocratie » reconnaît la contribution positive des associations de migrants et des organisations non-gouvernementales du Nord et du Sud dans le renforcement de la coopération transnationale entre sociétés civiles.

La plateforme Euro-Marocaine « Migration, Développement, citoyenneté et Démocratie » reconnaît que le respect des droits humains, des droits des femmes et des droits de l'enfant, ainsi que la garantie de leur protection juridictionnelle, constituent des préalables à toute action en faveur du développement.

La plateforme Euro-Marocaine « Migration, Développement, citoyenneté et Démocratie » reconnaît que la citoyenneté, le respect de l'autonomie de l'individu, de l'égalité femmes-homme constituent les fondements de toute action en faveur du développement.

Comité de coordination :

Association de coopération et développement en Afrique du Nord – CODENAF (Espagne)

Association des migrants marocains aux îles Baléares « Al Maghreb » (Espagne)

Centre Euro-méditerranéen Migration et Développement – EMCEMO (Pays-Bas)

Immigration, développement, démocratie – IDD (France)

Migration & Développement (Maroc)